

jour. Les escadres qui sont à Cherbourg sont prêtes à partir. Tous les amiraux ont reçu l'ordre de se tenir prêts à se rendre à Paris au premier appel.

Ce branle-bas aurait, dit-on, pour objectif, la Russie qu'il faut appuyer en Extrême-Orient.

Nous croyons qu'il faut chercher l'ennemi plus près, tout près des côtes de France, au Nord.

\*.\*

**\*\* Etats-Unis.**—Nos bienveillants lecteurs se rappellent tout le bruit fait chez nos voisins au sujet de l'explosion du *Maine* : la guerre devait être la suite de cette explosion.

Si les esprits paraissent se calmer quelque peu, on ne doit point croire cependant que tout danger de guerre soit écarté, que tout va reprendre sa marche comme auparavant. Non : les deux nations continuent leurs armements, tandis que sur notre continent, des écrivains sans raison entretiennent l'agitation.

Certes, si les Etats-Unis déclarent la guerre, leur responsabilité sera énorme, et leur châtement peut être très prochain : il faut, en effet, des motifs d'une gravité exceptionnelle pour déclarer la guerre, sans quoi, l'histoire le prouve, Dieu punit les téméraires. Une vie seule a un prix inestimable aux yeux de Dieu ; que de vies sacrifiées dans une guerre !

Nous ne pouvons nous empêcher de faire une remarque. Le 19 mars dernier, nos journaux publiaient une dépêche d'un ridicule achevé, et nous nous demandons si ces journaux ont voulu nous mystifier — ou si, aux Etats-Unis, on peut réellement avoir perdu la tête au point de dire ou de faire d'aussi colossales âneries. Que nos lecteurs en jugent ; voici la dépêche :

« Londres, 19.—On dit que les Etats-Unis ont demandé à la Grande Bretagne d'user de son influence auprès de l'Espagne pour l'engager à ne pas permettre l'émission de lettres de marques aux navires corsaires, en cas de guerre.

La Grande-Bretagne, dit-on, désire que la déclaration faite à Paris relativement à l'abolition de la piraterie, devienne la loi des nations.»

Si les Etats-Unis déclarent la guerre, ils vont certes employer les flibustiers : aucune nation ne peut les interdire, les Etats-Unis moins que tout autre.

Pense-t-on, aux Etats-Unis, que l'Espagne va demander la permission d'user de ses *droits* ? — Voilà qui est superbement... naïf, pour ne pas dire bête ! Les Etats auront leurs flibustiers, l'Espagne les siens : ce seront, peut-être, de beaux jours encore pour nos courageux Acadiens — quoique je les blâmerais de prendre fait et cause pour aucune des deux puissances belligérantes—.

Espérons que la sagesse des gouvernants, en Amérique ou en Europe, parviendra à éviter toute effusion de sang.

Ah ! si les peuples avaient un peu de foi encore, et s'ils s'en rapportaient dans leurs querelles à l'arbitre naturel des nations : le Pape ! Comme cela irait mieux !

ODÉRIC